

AÏN DEFLA

Campagne de prévention contre les dangers d'asphyxie au gaz

Le temps s'est rafraîchi et l'hiver s'annonce et avec lui, la mise en marche des appareils de chauffage au gaz et bien sûr les risques potentiels inhérents à l'utilisation que comportent appareils ou installations, risques réels si on ne prend pas toutes les mesures préventives pour les fuites ou les émanations du monoxyde de carbone en milieu clos non aéré, comme cela se fait dans les foyers pour éviter les pertes de chaleur.

Faut-il rappeler que ce gaz inhalé à forte dose et pendant un temps assez long peut être mortel.

Faut-il aussi rappeler que chaque année, de nombreux cas d'asphyxie de ce genre sont enregistrés en de nombreux points du pays et malheureusement, ce sont des familles entières qui ont été décimées, parfois

durant leur sommeil. A l'échelle nationale, en 2011, selon les statistiques de la Direction générale de la Protection civile, on a dénombré 187 personnes décédées par asphyxie due à des inhalations du monoxyde de carbone tandis que 1 244 ont pu être sauvées. Au niveau de la wilaya, selon les statistiques de la Protection

civile, la courbe des cas d'asphyxie par le monoxyde de carbone accuse une courbe décroissante depuis 2011.

En effet, si en 2011 on a enregistré 16 cas qui ont causé 3 décès et 13 personnes sauvées, en 2012 le nombre de cas est passé à 11 avec seulement un seul décès et 10 personnes ont pu échapper à la mort. Mais un mort est un mort de trop.

Cette diminution des cas d'asphyxie par le gaz n'est pas le fait du hasard. D'abord, on relève que les installations (les canalisations) sont plus sûres et les appareils bien moins archaïques. Mais la cause principale

de cette diminution est, certainement, le fruit des campagnes de sensibilisation menées par les différents services concernés à travers les médias.

Cette année, c'est une autre campagne de sensibilisation par ce type de danger qui menace les foyers en période hivernale qui vient d'être lancée depuis le 16 octobre, une campagne qui ne veut pas se limiter au chef-lieu de wilaya mais qui va toucher 6 des 14 daïras que compte la wilaya dans un premier temps, au moyen d'une caravane à laquelle prennent part, outre, les agents de la Protection civile, ceux de la SDO (Sonelgaz), de la Santé et de l'éduca-

tion. Cette campagne va toucher principalement les élèves des établissements scolaires qui seront les vecteurs de la communication et qui, à leur tour, vont sensibiliser les membres de leurs familles et de leurs proches. Pour se faire, outre les recommandations qui seront données quant à l'utilisation des équipements de chauffage et les précautions à prendre lors de leur mise en marche, des dépliants seront distribués à profusion en vue de leur diffusion partout par les concernés.

Ne dit-on pas que «prévenir vaut mieux que guérir ?»

Karim O.

COMMUNIQUÉ

«Djezzy, l'opérateur citoyen, partenaire préféré des jeunes apprentis»

Toujours dans le cadre de sa politique de proximité avec les jeunes, Djezzy, l'opérateur préféré des Algériens, a organisé des journées portes ouvertes sur l'apprentissage à Alger, les 22 et 23 septembre 2012, à Constantine le 8 octobre 2012 et à Oran les 10 et 11 octobre 2012.

Les salons ont connu un franc succès durant les jours de l'évènement. Nos structures ont accueilli plus de 5 000 candidats au sein des trois directions régionales (Alger, Oran & Constantine). Ces rendez-vous ont été marqués par un engouement sans précédent et une grande ferveur de la part des jeunes apprentis qui ont exprimé leur joie de voir le leader de la téléphonie mobile ouvrir large ses portes pour leur donner toutes les chances pour s'épanouir et se former au sein de la société. Dans le cadre de cette campagne, 100 nouveaux apprentis ont été sélectionnés dans les différentes spécialités ; électrotechnique, informatique de gestion, gestion des ressources humaines, comptabilité, magasinage, entretien des appareils de froid et climatisation, secrétariat de direction et documentations archives. A travers ce recrutement de qualité, Djezzy totalisera 152 apprentis répartis sur les 9 spécialités. Ces derniers suivront un stage d'apprentissage au sein d'un centre/institut agréée par la direction chargée de la formation professionnelle dans le but, bien compris, de l'acquisition d'une formation théorique et une base pratique au sein de Djezzy, et ce, durant toute la durée du stage.

Djezzy, partenaire du savoir, œuvrera toujours pour le développement des jeunes Algériens.

TIZI-OUZOU

Le technicum de Bouzeguène toujours en grève

«Qui se soucie du sort et de l'avenir de nos enfants ?», fulminent, désespérés, les parents d'élèves du technicum des frères Hanouti, à la banlieue ouest du chef-lieu de Bouzeguène, où les 900 élèves de l'établissement sont entrés en grève ouverte depuis pratiquement la rentrée scolaire pour un problème de restauration touchant les apprenants admis à redoubler mais qui ont été écartés du bénéfice de la restauration. Une situation qui perdure en dépit d'ébauches de solution entreprises par l'administration du lycée et quelques parents d'élèves soucieux du devenir de leur progéniture mais qui n'ont pas trouvé grâce auprès des élèves parmi ce que la rue désigne comme «les meneurs de grève». Dernièrement, une solution palliative a été trouvée avec la reprise de quelque 180 élèves, mais le problème persiste encore pour 122 d'entre leurs camarades, indiquent un professeur et un membre de l'APE. Cela, en raison d'un problème de logistique et de personnel (agents, cuisinier et mobiliers). A cela s'ajoute la contrainte de la capacité d'accueil du réfectoire qui devrait faire face à quatre services, ce qui influera indubitablement sur l'horaire de la reprise des cours de l'après-midi. En fin de journée, une énième commission de la DE de Tizi-Ouzou était toujours à pied d'œuvre au sein de l'établissement pour trouver une solution à ce problème qui pénalise lourdement l'avenir des élèves.

S. Hammoum

BOU-ISMAÏL

36 constructions rasées par la municipalité de Bou Haroun

Il est devenu coutume pour certains citoyens de s'exprimer d'une façon particulière et violente pour tenter d'attirer l'attention des autres sur leurs problèmes et leurs préoccupations. C'est le cas des propriétaires des 36 constructions de Bou Haroun qui furent rasées mardi dernier par la municipalité.

M. Mouard, le secrétaire général de la daïra de Bou Ismaïl, a été clair au sujet de ces démolitions. «Elles sont opérées conformément aux procédures en vigueur. Nous avons mis en demeure ces personnes. La brigade d'urbanisme s'est déplacée chez elles pour leur signifier qu'elles ont construit illicitement sur un terrain public dont l'assiette est destinée

à la construction de 50 logements ruraux. Plus grave, au niveau de l'agglomération rurale de Saïdia, une villa de deux étages est érigée au mépris de l'interdiction de construire.» Ainsi, la réaction de ces personnes affectées par ces démolitions ne s'est pas fait attendre. C'est l'axe autoroutier situé entre Bou Ismaïl et Tipasa qui a été interdit à la circulation dans les deux sens, par plusieurs dizaines de personnes, dont certaines étrangères au site.

Cette route fut bloquée de 10 heures à 11 heures 30. C'est l'arrivée de la gendarmerie qui avait permis de libérer la circulation. A propos du statut de ces «constructeurs illicites», le secrétaire général de la daïra de Bou Ismaïl précise «il s'agit de personnes issues d'autres villes et de régions situées hors de la wilaya qui méconnaissent la réglementation

en vigueur, mais qui, généralement, ont fait les frais de ventes douteuses et illégales de ces terrains. Ainsi, à Bou Haroun, près du stade, un personnage véreux a profité de la crédulité de ces constructeurs pour monnayer ces lots de terrains publics à des sommes faramineuses. Et cela en l'absence de tout document légal.

D'autres personnes ont cédé leurs lots, sans documents et moyennant 50 à 100 millions de centimes». Cependant, au niveau de ces sites, la colère gronde, et plusieurs personnes tentent de récupérer les matériaux de construction encore viables, cela bien que, selon le SG de la daïra de Bou Ismaïl, «la totalité de ces personnes aient réintégré soit leurs habitations d'origine, soit leurs communes d'origine».

Laarbi Houari

BÉJAÏA : LES DÉFAILLANCES SE SUCCÈDENT AU RND

Graves accusations du chef du groupe RND à l'APW

Du premier secrétaire communal de Béjaïa au chef de file de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), c'est le même son de cloche au RND. Celui du malaise, de la révolte et des règlements de compte.

La dérive est à son paroxysme dans ce parti où, l'ambiance électorale est désormais insupportable et elle n'est plus la même du temps où Ahmed Ouyahia régnait en maître du Palais du gouvernement.

Après Rachid Mansouri, le coordinateur communal, qui a claqué la porte la semaine dernière pour rejoindre le rang des dissidents, c'est au tour d'un autre gros calibre, en l'occurrence M^e Amghar, de déclarer la guerre à la hiérarchie du parti. Le désormais ex-porte-drapeau du RND au sein de l'APW de Béjaïa a appelé, dans un communiqué de presse, à ce que cessent la dérive et le laxisme au sein de la maison Ouyahia version 2012.

A l'approche des élections locales, le monde des affaires et des magouilles s'est réveillé, et ce, en piétinant tous les règlements et lois régissant l'éthique et la déontologie du parti, avance M^e Amghar, le chef du groupe RND à l'APW de Béjaïa.

«Les prochaines élections locales ont le mérite de mettre à nu l'imposture du parti auquel, hélas, j'appartiens. En effet, que peut-on penser de ce parti qui s'ac-

commode de l'incongrue, option du nomadisme politique mais pire, du vagabondage politique ?», soulignera d'emblée, l'avocat et chef de file du RND avant de s'interroger : «Que peut-on penser du choix comme tête de liste à l'APW d'un sieur qui, il n'y a pas si longtemps, avait démissionné avec fracas du parti et qui s'est égosillé sur les ondes de Radio Soummam pour dénigrer son parti qui l'avait pourtant aidé à être élu à l'APW, mais aussi désigné chef de groupe RND au sein de cette même Assemblée ?

Aujourd'hui, les citoyens doivent savoir que son retour au parti est motivé par le souci d'acquiescer définitivement un terrain forestier qui, de par la loi est inces-sible et inaliénable : mais ne sait-on jamais si on est élu P/APW. Mieux encore, son retour au RND est motivé par le souci de se voir attribuer un titre d'exploitation d'une sablière au niveau de l'oued Agrioune, qu'il a déjà sollicité. Affaire quand tu nous tiens.»

L'avocat n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour tirer en direction du secrétaire général du RND. «Je n'en dirais pas plus pour la tête de liste de l'APW. Que peut-on penser de ces autres maraudeurs des temps modernes, choisis outrageusement par le coordinateur local du parti pour les prochaines élections ?»

«Au vu de tout cela, conclut le chef du groupe RND, je dirais seulement honte à vous Monsieur le député Allilat Omar,

vous le premier responsable du parti au niveau de notre wilaya pour avoir consacré la médiocrité.

Il aurait été par contre souhaitable pour éviter ces graves dérives de vous référer au secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, qui avait ordonné de faire barrage aux opportunistes de tous bords qui ont pour habitude de s'agiter à l'approche des élections.»

Kamel Gaci

CRIMINALITÉ

La gendarmerie traque les réseaux de trafic de drogue

La section de recherche de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa a démantelé, au cours de cette semaine, un vaste réseau de criminels, spécialisé dans la trafic de stupéfiants et la prostitution sur la côte ouest du chef-lieu de wilaya, plus précisément au niveau du tout nouveau port de plaisance et de pêche de Saket.

Un merveilleux pôle touristique, conçu par les responsables portuaires pour accueillir des familles en mal de distraction et les dizaines de petits pêcheurs, qui s'est malheureusement transformé en un temps record en lieu de débauche et de criminalité.

Trois individus, en effet, ont été appréhendés en flagrant délit de commercialisation de drogue, dans la nuit de samedi dernier à l'intérieur de ce port, après un minutieux travail de renseignement des éléments de la brigade de recherche qui ont intervenu en tenue civile.

Présentés devant le parquet, deux d'entre eux ont été écroués, tandis que le troisième a été placé sous contrôle judiciaire, en attendant leur présentation devant le tribunal pénal.

K. G.

BOUIRA

Les élèves du lycée de Saharidj en grève

Rien ne va plus au lycée Belkacemi Ali de Saharidj, commune située à 50 kilomètres à l'est de Bouira.

Les élèves des trois niveaux ont encore une fois déclenché une grève, après celle du début de l'année, depuis dimanche dernier pour réclamer le retour de tous les élèves exclus durant l'année dernière. En effet, selon un des élèves de la terminale que nous avons eu au téléphone, au total il y a 39 élèves appartenant aux trois niveaux du

secondaire qui ont été exclus et qui réclament leur retour. Selon cet élève, la colère des élèves exclus qui ont reçu un soutien sans faille de leurs camarades des trois niveaux a été accentuée après la réintégration d'une dizaine d'élèves selon des critères qui n'ont rien à voir avec les notes obtenues, mais selon le degré de connaissances et d'interventions. Aussi, et constatant que les seuls élèves exclus, auxquels l'administration, via le conseil des professeurs dénie le droit de retourner, sont ceux dont les parents

pauvres n'ont pas de bras longs. Tous les élèves du lycée ont décidé d'une grève illimitée jusqu'à ce que ces élèves exclus soient réintégrés sans distinction aucune. D'après le P/APC de cette commune, qui soutient ces grévistes, le lycée nouvellement ouvert dispose d'assez de places pédagogiques pour donner leurs chances à tous les élèves exclus dont certains ont échoué au baccalauréat une seule fois et sont âgés de moins de 20 ans.

Y. Y.